

SOCIÉTÉ • RENTRÉE SCOLAIRE 2024

Plus de 13 800 élèves encore sans affectation deux semaines après la rentrée : « C'est lamentable de laisser des enfants sans solution »

Les lycées professionnels concentrent les difficultés. Mais elles concernent aussi les secondes STMG et les redoublants en terminale.

Par Sylvie Lecherbonnier

Publié aujourd'hui à 06h46, modifié à 07h31 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Tous les élèves n'ont pas fait leur rentrée lundi 2 septembre. Pour Solan (les personnes citées par leur prénom souhaitent rester anonymes), le premier jour de cours en première STMG a eu lieu lundi 16 septembre, après plusieurs mois d'un parcours du combattant. En juin, lors de la publication des résultats sur Affelnet, la plate-forme d'affectation des élèves, c'est la douche froide : « *Malgré un avis favorable du conseil de classe pour que j'aille en première STMG, tous mes vœux ont été refusés* », se désole le lycéen.

Depuis, « *la boule au ventre* », il a cherché une solution. Avec Myriam, sa mère, il a fait le tour des lycées de l'Essonne, CV et lettres de motivation dans son sac, pour trouver une place. « *Un job à temps plein* », selon Myriam. Le duo a même pris rendez-vous avec la députée de la circonscription pour appuyer ses candidatures. Quelques jours après la rentrée, Solan a refusé une proposition pour aller en voie professionnelle dans une filière « *métallurgie* » qui ne correspondait en rien à son projet : devenir directeur marketing d'une compagnie aérienne. Mais ne pas retourner en cours en même temps que ses camarades a généré chez lui « *beaucoup de frustration* ». « *Je me suis senti mis à l'écart* », confie l'adolescent de 16 ans. Myriam n'en revient pas : « *Le secrétariat du lycée nous a dit que la STMG est une filière en tension. Il n'y a pas assez d'enseignants pour ouvrir des classes supplémentaires.* »

Le coup de fil tant attendu arrive jeudi 12 septembre. A la faveur d'un désistement, Solan peut aller en STMG dans son lycée d'origine et commencer les cours, avec deux semaines de retard. « *On a eu beaucoup de chance. Parmi les huit dossiers encore en attente, c'est mon fils qui a été pris* », admet en soupirant Myriam, soulagée, qui juge surtout que leur détermination a payé. « *Comment font les autres ? Ceux qui ne peuvent pas écrire de courrier, qui n'appellent pas vingt fois le rectorat ?* », s'interroge-t-elle.

« Retours catastrophiques »

Comme Solan, des milliers d'élèves ont passé l'été dans l'angoisse. Près de 27 000 étaient encore sans affectation à la fin d'août, selon les chiffres communiqués lundi 16 septembre par le ministère de l'éducation nationale. Plus de 13 800 élèves sont encore en attente deux semaines après la rentrée, tous niveaux confondus. Cela représente 0,3 % de la population scolarisée dans le second degré, minimise le ministère. Ces chiffres sont stables par rapport à la rentrée 2023. Selon la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), les difficultés sont particulièrement vives en Seine-Saint-Denis et dans l'Essonne, mais aussi dans les Hauts-de-Seine, le Gard ou en voie professionnelle en Ille-et-Vilaine.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« Le droit à l'éducation est un de nos droits fondamentaux. Il faudrait que tous les élèves puissent connaître leur affectation fin juillet. Ne pas avoir de place à la rentrée peut lourdement affecter les chances de réussite de ces jeunes », assène la Défenseuse des droits, Claire Hédon, qui s'est autosaisie du sujet en 2022 et le suit de près depuis. Elle demande « une plus grande transparence » sur les chiffres transmis pour qu'ils soient comparables d'une année sur l'autre afin de « mesurer l'évolution du phénomène et les efforts accomplis ».

Lire aussi | [Un prof devant chaque classe à la rentrée : une mission devenue impossible pour l'éducation nationale](#)

Samir Alioua, responsable de la FCPE dans l'Essonne, évoque, lui, de la « rétention d'information », alors qu'il essaie d'avoir des chiffres fiables pour son département au vu « des retours catastrophiques » qu'il reçoit. Quant aux solutions apportées, « ministère et région se rejettent la balle. Le premier dit qu'il n'y a pas assez de locaux ; le second, pas assez d'enseignants », s'agace le responsable associatif.

« L'orientation doit être choisie »

Si le dernier tour d'Affelnet au début de septembre a permis d'affecter « près de 6 000 élèves en s'appuyant sur les places vacantes identifiées à la rentrée », selon le ministère, le lycée professionnel concentre désormais les difficultés. Ainsi, 9 000 des 13 000 élèves sans affectation sont dans cette voie. Trouver une solution relève désormais, d'après la Rue de Grenelle, d'un « traitement manuel et individualisé » en travaillant sur les parcours des élèves : prépa seconde, parcours aménagé de formation initiale, missions locales contre le décrochage...

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

« On croule sous les demandes d'accompagnement. Le téléphone de la permanence n'arrête pas de sonner depuis deux semaines », affirme Isabelle Lacroix, responsable de la FCPE de Seine-Saint-Denis. Avec la refonte de la carte des formations professionnelles voulue par le gouvernement, « certaines filières baissent leur nombre de places quand d'autres en ouvrent mais rien n'est anticipé avec les jeunes pour construire leur projet d'orientation », expose la responsable associative, pour qui « l'orientation doit être choisie et pas subie ».

Lire aussi | [Rentrée scolaire : des postes d'enseignants vacants dans la majorité des établissements, selon deux enquêtes syndicales](#)

Les difficultés ne concernent pas que la voie professionnelle. Les élèves en quête d'une place en STMG, les élèves de terminale qui redoublent faute d'avoir eu leur bac ou ceux ayant eu un accident de parcours n'ont pas toujours trouvé une place dans un établissement scolaire.

Ces adolescents et leurs familles sont parfois contraints d'accepter des compromis. Fatou a commencé les cours avec une semaine de retard, lundi 9 septembre. Elle qui voulait aller en seconde professionnelle commerce ou assistance à la gestion des organisations et de leurs activités s'est retrouvée sans affectation jusqu'à cette date. « Ça m'a pris la tête », souffle l'élève de première. De guerre lasse, elle a accepté une place en première STMG à une heure en transports de chez elle, à l'autre bout du département de l'Essonne. La filière qu'elle convoitait était à quinze minutes à pied de son domicile. « Je me suis dit : tant pis, j'y vais quand même. Au moins, je suis dans un lycée, même si ce n'était pas celui que je voulais », relate la lycéenne, soulagée, tout en soupirant : « C'est quand même très mal fait. »

« On nous laisse tomber »

Toutes les familles interrogées, souvent perdues face aux démarches à accomplir, déplorent le manque d'accompagnement dont elles bénéficient, que ce soit de la part de leur établissement d'origine ou du rectorat. « *C'est lamentable de laisser des enfants sans solution. On nous laisse tomber. Et nous, les parents, on court derrière pour essayer de savoir ce qu'on peut faire. On se bat pour leur avenir* », s'énerve Liliane, toujours dans l'attente pour ses deux filles.

Pour l'aînée, l'horizon commence à s'éclaircir. Après un CAP dans le domaine du commerce, elle n'a trouvé aucune place pour aller en voie professionnelle dans les lycées des environs de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où elle habite. Mais elle vient enfin de finaliser son inscription dans un centre de formation des apprentis pour suivre un cursus en alternance.

Pour la cadette, les perspectives sont plus incertaines. Même si elle n'a pas décroché son brevet en juin, elle a obtenu un avis favorable pour s'orienter vers une seconde professionnelle métiers du commerce, mais a finalement eu une proposition en menuiserie. « *Ma fille a refusé, ce n'est pas son projet. On lui recommande de redoubler mais elle ne voit pas pourquoi elle le ferait* », remarque Liliane. Elle a peut-être trouvé une place dans un lycée de Bobigny qui propose un dispositif pour les élèves de 3^e sans affectation, mais cela reste soumis au cinquième et dernier round d'Affelnet dans le département, le 23 septembre. « *Nous n'avons pas d'autre choix que d'attendre, mais j'ai peur que mes filles perdent le rythme et finissent par décrocher* », s'inquiète Liliane, qui compte les jours de scolarité perdus.

Sylvie Lecherbonnier

Le Monde Ateliers

[Découvrir](#)

Cours du soir

Elections américaines 2024 avec Alain Frachon et Gilles Paris

Atelier d'écriture

Quinze heures de formation avec Marie Darrieussecq

Cours en ligne

De Socrate à Descartes, comment aborder la philosophie ?

[Voir plus](#)